T2137 - 345 - 4,00 F

le monde libertaire

hebdomadaire

N°345 JEUDI 14 FEVRIER 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

C.I.R.A.

Editorial

L'Iran, ces derniers temps, a été l'image-type de vie absurde et chaotique perpétuée par le système capitaliste.. Le spectacle est affligeant. Mais que dire de ces nations industrielles qui tolèrent, entretiennent cet état de fait, poussées par le besoin, pétrolier bien sûr, mais aussi diplomatique dans cette région qui reste particulièrement soumise à la pression des deux grands blocs.

La phraséologie de nos gouvernements ne saurait nous cacher l'hypocrisie et la puanteur des relations qu'ils entretiennent. L'information, malheureusement, n'analyse que les grands axes de leur action. Dommage qu'elle ne puisse user de ses moyens importants pour faire connaître l'envers du décor, la vraie réalité des choses. L'opinion publique en apprendrait davantage et serait sans doute édifiée sur la façon dont sont prises les décisions par des hommes dont la bêtise souvent n'a d'égale que la puissance qui leur est conférée.

Mais les journaux qui se prêtent à jouer au franc-tireur, sont bien mal admis au droit d'être cités. Preuve en est encore *Le Canard enchaîné*, dont l'affaire vient une nouvelle et dernière fois d'être clôturée (voir le dernier procès de ce journal). Les plombiers de notre police secrète n'auront été qu'un rêve de plus, ou plutôt un mensonge de plus aux yeux de notre Justice. Preuve en est aussi l'affaire de Radio-Trottoir (radio libre de Toulon) où la Justice, là aussi, a bafoué la liberté d'expression au profit d'un monopole.

La justice, le fric, la police, l'armée, sont tous des monopoles au service d'une même structure : l'Etat qui exploite et régit les relations économiques, l'Etat, cette aberration institutionnelle qui condamne l'évolution des structures sociales au risque continuel de conflits entre les peuples.

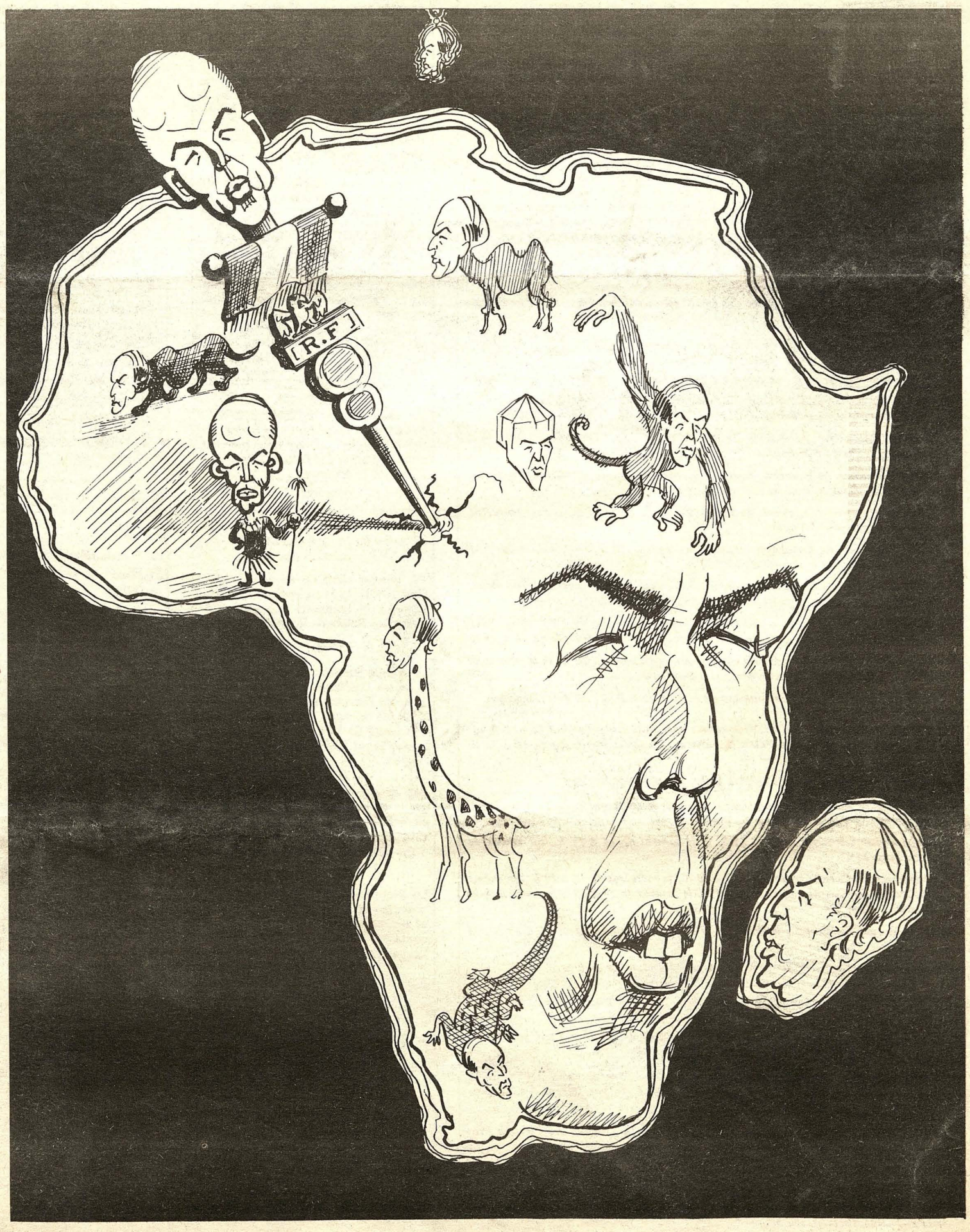
Ce sont pourtant bien ses sbires qui « taquinent » *Le Canard*, qui ratonnent et expulsent les travailleurs immigrés, qui répriment le mécontentement populaire ou de ceux qui ne refusent pas le progrès mais l'énergie nucléaire. C'est encore ses sbires qu'on envoie en Afrique, en Tunisie par exemple, pour porter main-forte à des confrères qui, est-ce un hasard ?, est-ce une manipulation externe ?, sont en difficulté dans leur propre pays.

Capable de nouer des accords douteux, l'Etat est tout aussi capable de s'en défaire aussitôt, voire de défendre ceux qu'ils condamnent encore la veille. Indépendamment de ses objectifs particuliers, l'Etat reste au service d'une économie, de puissances financières qui la contrôlent et qui en dominent bien d'autres.

Alors... Comment s'étonner que l'Etat, quel qu'il soit et quoi qu'il fasse partout, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, réprime et asservisse des populations et court-circuite toute tentative d'instaurer déjà, ici et là, les prémices d'une société sans haine, d'une société sans dieux ni maîtres ? L'Etat, et c'est particulièrement vrai dans la période de tension mondiale que nous vivons actuellement, est un monstre qu'il faut abattre si nous ne voulons pas être broyés.

Tchad, Centrafrique, Zaïre, Tunisie...

OPÉRATIONS A FRIC ?



Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANÇON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
HTE-VIENNE : LIMOGES
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISÈRE : GRENOBLE
LOIRE : ST ETIENNE
LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LÔ
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : MAUBEUGE—VALENCIENNE
ORNE : LA FERTÉ macé-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
EURE :EVREUX
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

*

* *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
— LIAISON DES POSTIERS
— LIAISON DES CHEMINOTS
— LIAISON DU LIVRE
— CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 6e, 7e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
— FRESNES-ANTONY
— FRESNES NORD, L'HAY
— MASSY PALAISEAU

— ORSAY BURES
— RIS-ORANGIS
— CORBEIL ESSONNES
— DRAVEIL
— THIAIS, CHOISY
— MASSY
— VILLEJUIF
— MAISONS-ALFORT, ALFORTVILLE

BANLIEUE EST
— GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
— MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
— NANTERRE, RUEIL
— VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD
— VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN

— COURBEVOIE, COLOMBES
— SEVRAN, BONDY
— ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénin-Beaumont, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Laon Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St Brieuc, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Épinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Nantes, Mulhouse.

****

Groupe de Troyes : *les 1e et 3e mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1e porte à gauche).*

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : *le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.*

Groupe libertaire d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.*

Groupe Hédonien de Fumel : *point de rencontre possible au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.*

Région toulonnaise : *le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.*

Groupe Proudhon de Besançon : *au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.*

Groupe Eugène Varlin : *Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.*

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : *dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.*

Groupe d'Amiens : *peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.*

Groupe Élisée Reclus d'Aix-en-Provence : *tous les samedis de 10 à 13 h. à la table de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h. dans le hall de la Fac de Lettres.*

Groupe de Rouen : *le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.*

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : *tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne*

Groupe Jacob : *le lundi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Louise-Michel : *le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18e.*

Groupe Emma Goldman : *le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Voline : *26 rue Piat, paris 20e, tous les samedis de 14 à 16 h.*

Groupe libertaire vendéen : *B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie*

Groupe Soleil noir de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*

Groupe Fresnes-Antony : *mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58).*

Groupe d'Argenteuil : *tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carème Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).*

Groupe libertaire de Sevran-Bondy : *adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy*

Groupe Massy-Palaiseau : *tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.*

Les Editions de l'Entr'aide viennent de publier
POUR L'ANARCHISME
de Nicolas Walter
En vente à Publico 7 F

COMMUNIQUÉS

Le groupe de St Brieuc vend le M.L. à la criée tous les samedis matin, Place de la poste pendant le marché.

Les sympathisants intéressés par la création d'un groupe libertaire estudiantin à Rouen peuvent contacter les militants le vendredi et le mardi midi au restaurant universitaire du Panorama.

Toutes celles et tous ceux qui sont intéressés pour monter une liaison F.A. sur Béziers, peuvent prendre contact en écrivant aux Relations Intérieures.

Une liaison F.A. est en formation sur Avignon-Montfavet, la contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par la liaison de Cholet et de Sablé peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe de Rennes invite tous les libertaires et les sympathisants à sa permanence tous les mardis à partir de 20 H, MJC Centre, rue La Paillette à Rennes, on peut aussi le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures. Actuellement les thèmes abordés aux permanences sont :
Regroupement et préparation d'une « feuille » des travailleurs du bâtiment,
L'éducation libertaire (rapports parents -enfants, enfants-famille, enfant-couple ; l'enfant et l'enseignement, l'école, la transmission du savoir, etc.),
L'antimilitarisme : objection, insoumission, OP20, TPFA,
Rôle et « avenir » du militantisme.
Vente du Monde Libertaire, de livres et de brochures.
Vente du monde Libertaire également tous les samedis matin au Marché des Lices à Rennes.

Tous les sympathisants libertaires ou individus intéressés, habitant Cergy-Pontoise ou proche région, peuvent contacter les Relations Intérieures, en vue de créer un groupe.

Un groupe est en formation à Toulouse. Les personnes intéressées peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les camarades anarchistes et sympathisants libertaires de Lyon intéressés par la création d'un groupe peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe Orsay-Bures vend le *Monde Libertaire* tous les dimanches de 10h 30 à 12 h au marché des Ulis.

Un groupe vient de se constituer à Creil (Oise). Les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe libertaire de Marseille invite tous les libertaires intéressés par un collectif libertaire pour le boycott des J.O. de Moscou à prendre contact le samedi de 14 à 16 h au 72 bd Eugène Pierre, 13005 Marseille.

Les camarades anarchistes intéressés par la création d'un groupe sur Plessis-Robinson et ses alentours (92) peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes invite tous les anarchistes et sympathisants de la région, à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe de Cadillac informe qu'à partir du mois de décembre, il assurera tous les vendredis matin une vente du Monde Libertaire, au marché de Langon, ainsi que tous les samedis matin au marché de Cadillac.

Directeur de la publication
Maurice Laisant
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie «Les marchés de France»
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépot légal 44 149 - 1e trimestre 1977
Routage 205-Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence antimilitariste

tous les samedis
de 15 à 18 h
26, rue du Wad-Billy
METZ - Tel. 74.41.58

Réédités par le groupe « Les Temps Nouveaux » deux textes denses de P. Kropotkine
L'idée anarchiste
L'action anarchiste dans la révolution
Prix : 5 F l'unité, à commander à Publico
4 F. au-delà de 10 exemplaires
frais de port en sus
à commander au groupe éditeur
M. Lagneau BP 247
10000 Troyes

Gala de soutien du groupe libertaire de Marseille
Grand Amphi Guyon (Aix-en-Provence)
LUNDI 25 FEVRIER à 21 H
avec Font et Val
et Serge Utgé-Royo
Location : Librairie quotidienne
5 rue du Felibre-Gault
à Aix (Prix : 25 f)

La Fédération Anarchiste d'Angers organise des réunions-débats
Le vendredi 15 février
Sport et politique
de 17 h à 19 h
à la librairie « la Tête en bas »
17 rue des Poëliers à Angers
et le vendredi 22 février
La religion

Le groupe libertaire de Marseille organise un débat sur
l'anarcho-syndicalisme
le samedi 16 février à 14 h
au 72 bd Eugène Pierre
13005 Marseille

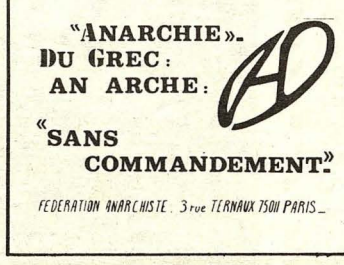
Le groupe Fresnes-Antony a édité une affiche à l'occasion des Jeux Olympiques
Berlin 36 - Moscou 80
qui dénonce
le fascisme brun
et le fascisme rouge
En vente à Publico au prix de 0,65 F l'unité au-dessus de 10 ex.
et de 2 F l'unité
au-dessous de 10 ex.

Le groupe Les Temps Nouveaux de Troyes organise des réunions-débats
17 rue Charles Gros
(1e porte à gauche) à 20 H 30
Mardi 19 février
Fondements d'une économie libertaire

Permanence Relations Intérieures
de 14 h à 17 h 3 rue Ternaux 75011 Paris

Suite aux nombreuses demandes qui n'ont pu être honorées, le groupe Maurice Fayolle a réédité ses enveloppes, symbole F.A., drapeau noir Ni dieu ni maître, avec citations de Louise Michel et de Michel Bakounine.
10 F. les 50 exemplaires, 19 F. les 100 exemplaires, 36 F. les 200 exemplaires.
EN VENTE A PUBLICO
Commandes à adresser à Claude Garcera, BP 2141, 37021 Tours Cédex.

La liaison Maule vient d'éditer cet autocollant. Il est en vente à Publico : 7,50 F les 50 ex., 15 F les 100.



Vous pouvez encore vous procurer le calendrier du groupe de Bordeaux
En vente à Publico 15 F.
A partir de 5 ex. 12 F, à adresser au groupe de Bordeaux
7 rue du Muguet
33000 Bordeaux

---

souscrivez massivement

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N°..... (inclus). Pays .....

O Abonnement O Réabonnement
Réglement (à joindre au bulletin):
O Chèque postal O Chèque bancaire O Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Lundi 25 février, Défense de l'Homme organise une conférence animée par J. Gauchon, M. Laisant, Cabu, Cavanna, Jospin, sur le désarmement unilatéral, 12 rue des Fossés St-Jacques à Paris 5e arrondissement.

« L'expérience autogestionnaire Espagne 36 », montage audio-visuel, suivi de débats à chaque session, à partir de 16 h 30, le dimanche 16 février à la Maison d'Espagne, 7 rue Quentin Bauchard (8e), métro Georges V.

Les objecteurs emprisonnés : J.L. Nabineau, M. Gauthier, Y. Dauphin et A. Vivian, sont soumis à un régime très strict . Les seules visites autorisées sont celles de leurs parents (père et mère). Pour faire cesser cette situation et demander leur libération, il faut écrire à M. Cucq, juge d'instruction auprès du TPFA de Paris, 20 rue de Reuilly, 75012 Paris.

Christian Gausset a été incorporé en juin 79 au 5e Régiment de chasseurs à Périgueux. Après trois mois de Service national, trois mois d'un quotidien absurde, il a décidé de déserter. Il refuse d'apprendre à tuer, de participer, de cautionner par sa présence une institution dans laquelle on n'apprend que haine, violence, racisme, sexisme. En conséquence, il a fait une demande de statut d'objecteur, considérant le droit inaliénable qu'il a d'affirmer ses convictions, ceci à tous moments et pour tous motifs.

Un nouveau journal de contre-info, d'expression libertaire va naître sur la région Nord-Picardie, *L'Aminoir*. On en reparlera

Exposition : 120 affiches politiques retraçant l'histoire de la France depuis la Commune jusqu'à nos jours regroupées par Alain Gesgon. Exposition organisée par Béthune Art contemporain - Cinétik - Comité de soutien MJC, à la bibliothèque municipale de Béthune, du 23 février au 10 mars.

B. Magnouloux, déserteur, a eu l'audace de distribuer des tracts antimilitaristes au marché de Privas. Ce camarade sera jugé au Palais de Justice, le 29 février, à 8 h 30, pour incitation à bénéficier des dispositions du statut d'objecteur, et au renvoi de livrets militaires.

Les élèves de l'école de Service social de Nice nous informent que :

Suite au projet de réforme du ministère de la Santé, visant à détourner la profession d'une véritable action sociale au service des usagers, différentes actions ont été menées sur le plan national et départemental les 20 et 28 novembre, le 18 décembre et le 8 janvier (dépôt de motions auprès de la Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales et de la préfecture ; assemblée générale ; envoi de télégrammes au ministère de la Santé).

L'ampleur du mouvement engagé contre le projet de réforme des études et du diplôme d'Etat d'assistants sociaux, marque la volonté ferme des étudiants et des professionnels de faire obstacle à ce projet.

Les étudiants ont été en grève le 31 janvier 1980 en vue de définir les modalités d'une action ultérieure.

Les assistants sociaux en formation de l'école de Nice

Amis lecteurs...

L'acquisition d'un nouveau local, son emplacement, sa superficie, seront déterminants pour l'impact de la propagande anarchiste dans les années à venir, car nous ne pourrons permettre ces changements d'adresse de façon répétée.

Outre les frais d'installation et le temps nécessaire à la réaliser, il nous faudra populariser la nouvelle adresse et faire oublier l'ancienne.

Lorsque l'on songe que pendant 25 ans, toute la propagande de la Fédération Anarchiste (tracts, affiches, brochures, livres...) s'est organisée autour du « 3, rue Ternaux », on comprend l'immense tâche qui nous attend.

C'est pourquoi, lorsque nous serons installés dans de nouveaux locaux, nous ne pourrons les considérer à notre usage que quelques dizaines d'années au moins.

L'enjeu est donc de taille. C'est à nous tous de transformer la contrainte qui nous frappe aujourd'hui, en force favorable au développement de l'anarchisme.

En nous référant aux prix couramment pratiqués à Paris, nous nous sommes rendus compte qu'à moins de 350 000 F., nous resterons, une fois encore, à la merci du bon vouloir d'un propriétaire.

350 000 F., nous le savons, c'est une somme importante pour une organisation fédéraliste qui préfère que ses moyens soient répartis un peu partout et non en un point central.

Mais le fédéralisme signifie aussi que lorsque l'un des membres de l'organisation est attaqué ou en difficulté, tous les autres se groupent, s'associent pour lui venir en aide ; le développement de ce dernier servant par la suite au développement de tous les autres.

350 000 F. POUR PUBLICO - 350 000 F. POUR L'ANARCHISME, D'ICI JUIN, C'EST POSSIBLE.

Nous qui avons toujours clamé : « La terre aux paysans - l'usine aux ouvriers », que notre slogan immédiat soit : PUBLICO AUX ANARCHISTES !

Salutations libertaires
Les Administrateurs
H. TRINQUIER - J. P. GIRAUD

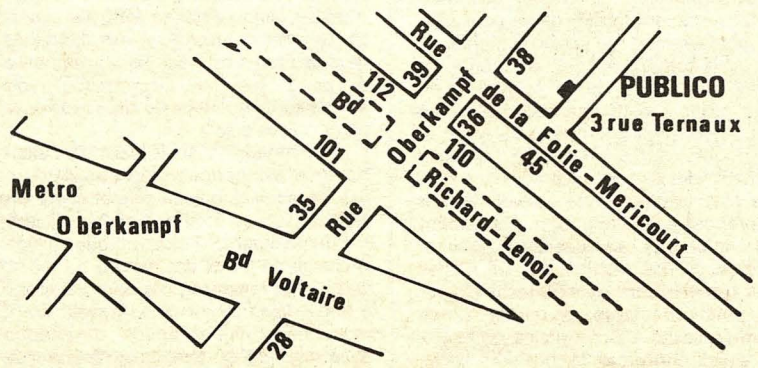
SOUSCRIVEZ

SOUSCRIPTION

Roux	20	Gr. Villejuif	300
Manguy H.	200	Rege M.C.	70
Renouvel Y.	120	Anonyme (Loir-et-Cher)	30
Benatre R.	50	Caballero G.	20
Lefevre J.	100	Farcy L.	10
Chanat D.	50	Murgia G.	25
Anonyme	50	Pascal (sympathisant Argenteuil)	100
Vedrenne R.	70	Malfant L.	40
Dumas Y.	340	Nicolas Y.	25
Borlet O.	50	Gillet A.	70
St Dizier	50	Jean Serge-Camille	300
Poilvert G.	420	Gayet R.	50
Vienney G.	120		
Pineau C.	50	TOTAL	2930
Fontaine C.	100	Total précédent	21625
Dogny C.	100	**Total général**	**24555**

A partir du 1e mars la librairie Publico sera ouverte du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h

POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT



Marche des objecteurs OP20

PASSAGE FRANCE-BELGIQUE, LA REPRESSION FRAPPE LES INSOUMIS.

Nous étions environ une centaine venus soutenir le passage des objecteurs OP20 en Belgique, terme d'une marche de 300 kilomètres à travers la France. Il est environ 17 h 30, la marche s'avance jusqu'au poste-frontière, la police exige les papiers de tout le monde, brève délibération et les marcheurs acceptent. Les R.G. photocopient alors toutes les pièces d'identité, et font passer les objecteurs un à un ; tout semble bien se passer quand les flics profitent de la désorganisation pour arrêter un insoumis APRES le poste-frontière ; brève bousculade, tout le monde se précipite et bloque l'estafette, les flics frappent, mais n'arrivent pas à dégager le fourgon. Deux autres insoumis sont alors arrêtés côté français, les flics profitant de l'émoi causé par la première arrestation. Ils sont immédiatement envoyés vers Metz. Nous bloquons toujours l'estafette, nous la garderons deux heures, jusqu'à l'arrivée des renforts de gendarmerie. Trop peu nombreux, nous cèderons à la première charge, l'estafette démarre en trombe vers Metz. Seul un rapport de force en notre faveur, aurait permis d'éviter ces arrestations, où étaient donc les antimilitaristes de tous poils ? Malgré tout, les objecteurs, dont sept insoumis, continuent vers la Hollande pour demander l'asile politique.

Maintenant, c'est à nous, antimilitaristes, d'œuvrer pour la libération des 17 OP20 emprisonnés pour délit d'opinion dans les geôles de l'Etat. Popularisons leur lutte par tous les moyens à notre disposition : renvois de livrets militaires, demande collective du statut, transgression de l'article 128, pétitions, lettres de soutien, etc.

SOUTIEN AUX ANTIMILITARISTES EMPRISONNES.

Gr. ZO D'AXA de Soissons

Libération de tous les anti-militaristes !

Pour faire face à l'emprise de l'armée toujours grandissante, des antimilitaristes ont formé sur Bordeaux un Comité de Lutte des Objecteurs. Toutefois, ils n'en restent pas uniquement à défendre cette forme de lutte, mais aussi celle des insoumis, déserteurs, etc.

A la suite de l'arrestation d'une dizaine d'objecteurs OP20 (voir M.L. 343), dont un camarade de Bergerac, Jean-Michel Depitre, incarcéré tout d'abord à Périgueux, et depuis 6 semaines à Gradignan (banlieue de Bordeaux), le CLO a été amené à quelques actions

spectaculaires. Une marche dans le centre-ville informa la population par voie de tracts et de panneaux. Des interventions aux concerts de Béranger et Font et Val permirent à certains d'apporter une solidarité financière. Ce dernier vendredi, une vingtaine d'objecteurs et antimilitaristes se réunissaient devant le Tribunal Permanent des Forces Armées avec banderole, tracts, mégaphone, pour exiger la libération immédiate et définitive de J.M. Depitre et de tous les OP20. Une heure et demie plus tard , les manifestants étaient obligés de quitter les lieux, contraints en cela par la force publique.

Pour envisager d'autres actions de soutien, le CLO se réunit tous les mardis à 18 heures, 7 rue du Muguet à Bordeaux.

GILLES
du gr. S. Faure de Bordeaux

Communiqué

Ni jeux pénitentiaires ni jeux concentrationnaires

A Lake Placid viennent de s'ouvrir les Jeux olympiques d'hiver. Cette compétition réserve la pratique du sport à une élite. Comme toute manifestation compétitive, elle exacerbe les chauvinismes. L'esprit olympique prôné par les dirigeants sportifs et les gouvernants, ne peut en aucun cas rapprocher les peuples en les enfermant derrière des barrières frontalières. Il impose, de plus, une inégalité physique fictive entre les individus. Sous couvert d'animer un dialogue fraternel, les Olympiades demeurent une opération de prestige et une entreprise commerciale pour le pays d'accueil.

Ni à Moscou, ni à Lake Placid, elles ne pourront masquer l'aliénation constante des Droits de l'Homme par les deux principaux blocs capitalistes privé et d'Etat.

- Lake Placid deviendra un pénitencier pour les Noirs et les Porto-Ricains.
- Moscou est la capitale des centres concentrationnaires où sont emprisonnés les opposants au régime totalitaire soviétique.

La Fédération Anarchiste dénonce les sociétés autoritaires et impérialistes représentées par les USA et l'URSS. Un dialogue véritable entre les peuples ne passe pas par des manifestations élitistes du capitalisme mondial, mais par la solidarité internationale de tous les travailleurs.

Pour la libre expression de tous les peuples, la Fédération Anarchiste lance à nouveau son appel au boycott des Jeux olympiques de 1980.

FEDERATION ANARCHISTE

SOUTENEZ LE MONDE LIBERTAIRE

Anjou : douceur fascisée (suite)

Deux semaines auront donc été nécessaires pour faire plier le préfet à propos de l'expulsion de deux étudiants marocains à Angers (cf. M.L. 343).

Deux semaines de grève totale des facs d'Angers, cinq manifestations, trois accrochages avec les forces de répression et deux occupations de locaux publics (théâtre municipal et présidence de l'université).

Après cette demi-victoire (les deux étudiants n'ont que l'assurance morale de pouvoir poursuivre leur fin d'année), nous sommes amenés à nous poser un certain nombre de réflexions :

- Tout d'abord, l'ampleur de la solidarité qui a été manifestée par les étudiants d'Angers et une fraction de la population angevine. Il est à noter que sur ce thème de la lutte anti-raciste et contre les mesures Bonnet-Stoléru, la grève a été quasi-totale sur le campus d'Angers, et les manifestations, tant étudiantes que étudiants-travailleurs, ont rassemblé plusieurs milliers de personnes à chaque fois (plus de 4 000 le vendredi 18 janvier).
- La nature du mouvement qui s'est donné un caractère de démocratie directe indéniable, basé sur des AG régulières. Néanmoins, la récupération du comité inter-facs qui « dirigeait » le mouvement, ne fait aucun doute. Son contrôle par les AG a été loin d'être évident à plusieurs reprises, notamment sur le problème de la dispersion de certaines manifestations. Ce qui n'est d'ailleurs pas un hasard, quand on sait qu'une forte partie de ses membres appartenait aux Jeunesses Communistes ou à UEC.
- Les méthodes employées par la préfecture pour étouffer le mouvement. En effet, cette contestation de la politique raciste du gouvernement qui trouvait tant d'ampleur, se révélait fort dangereuse car un risque de contamination était bien sûr possible. C'est pour cela que le préfet n'a pas hésité à faire intervenir les gendarmes mobiles venus d'Ancenis (chose jamais vue depuis 1961), et a tenté, par des articles crapuleux dans la presse locale, de discréditer les deux étudiants marocains et le mouvement dans son ensemble.

Au niveau de la rue et au niveau de l'information, la manœuvre se révéla pourtant inefficace, puisque la brutale répression de la manifestation du 16 janvier ne fera qu'accentuer la mobilisation, soutenue cette fois par les organisations de gauche, d'extrême-gauche et les syndicats ouvriers (hormis FO).

- L'attitude de Jean Monnier, maire « socialiste » d'Angers. La soirée du mardi 15 janvier devait mettre le « camarade » Monnier dans l'embarras, puisque les étudiants décidaient d'occuper le théâtre municipal, et s'en voyaient expulsés violemment par la police municipale et les gardes mobiles, deux heures plus tard, sur la demande de Jean Monnier (une blessée transportée à l'hôpital). Monnier semblait oublier que 10 ans auparavant, alors militant CFDT, il occupait lui-même le théâtre ; comme quoi !... Monnier se plaçait donc du côté préfectoral. Mais curieusement, après cette expulsion révélatrice du socialisme à l'angevine, le comité inter-facs refusait d'affronter la mairie ; même attitude de la part des organisations soutenant le mouvement. Seule, la Fédération Anarchiste d'Angers dénonça cet acte de répression de la part de la mairie, dans la presse locale et dans la manifestation du lendemain.
- L'action de la F.A.. Nous avons bien sûr soutenu le mouvement d'une façon continue et active, en participant aux AG, ainsi qu'à toutes les manifestations publiques et particulièrement la dernière, où les draps noirs et les drapeaux noirs et rouges de la F.A. recouvraient la fin de la manifestation.

Le peu de militants étudiants à la Fédération fut un sérieux handicap à ce niveau, contrairement aux JC ou aux maoïstes. Notre travail, ainsi que celui de la majorité des militants révolutionnaires, fut de lutter constamment contre le réformisme et le légalisme impulsés par les JC et par les maoïstes, ainsi que contre un pacifisme bon marché qui embourbait plus le mouvement qu'il ne l'aidait à se radicaliser.

- Le bilan : Il y a eu incontestablement une victoire sur la préfecture qui a cédé, mais la plus grande victoire est d'avoir réussi à mobiliser un si grand nombre de gens sur un tel sujet.

De plus, si les étudiants restent mobilisés et prêts à réagir contre toute nouvelle mesure d'expulsion, Angers a sans nul doute créé un précédent considérable dans la lutte contre la circulaire Bonnet et la politique anti-immigrés du gouvernement.

Finissons ce compte-rendu sur une note d'humour : le comité anti-grève, créé par les fascistes du GUD, UNI et PFN, n'a rien trouvé de mieux, pour protester contre « les inqualifiables atteintes au droit du travail », que d'aller faire un cours en public devant la préfecture, et se les geler ainsi pendant deux heures !

F.A. d'Angers

Les décrets racistes en application à Nantes

Après Angers, c'est à Nantes que des étudiants étrangers sont menacés d'expulsion par la Préfecture. Trois d'entre eux ont déjà reçu leur avis d'expulsion, applicable sous trois jours. Que leur reproche-t-on ? La thèse du pouvoir, orchestrée par le journal d'Hersant *Presse-Océan*, leur met sur le dos une vague affaire de proxénétisme et même une tentative de meurtre.

En fait, tout ceci est de la diffamation, et ce que le préfet met ici à exécution, n'est rien d'autre que la politique gouvernementale en matière d'immigration : les lois racistes de Bonnet et Stoléru ont la vie dure !... Propre aux étudiants immigrés, le décret Imbert est dans la lignée des décrets racistes ; celui-ci oblige, en particulier, les postulants étrangers à une place d'étudiant à posséder un compte bloqué de 9 000 F.... Sélection naturelle, sans doute ?

Face à cette situation, la riposte étudiante ne s'est pas faite attendre et une grève générale de l'université de Nantes a été décidée en assemblée générale. Le mouvement s'est doté d'une structure organisationnelle libertaire (bien que la plupart ignore ce mot), en mandatant une dizaine de personnes, nommées comité de grève, révocable d'une AG sur l'autre. De plus, les organisations politiques (du type OCI) et syndicales (UNEF, MAS) sont délibérément écartées du comité, en raison de leurs actions récupératrices et magouillardes.

C'est ainsi qu'une manifestation, regroupant 1500 étudiants environ, s'est retrouvée devant la Préfecture, le 30 janvier, pour réclamer l'abrogation des lois racistes et la réintégration des étudiants officiellement renvoyés.

Le mouvement étudiant, conscient du fait que laisser passer ces abus aujourd'hui conduit à de nouveaux excès demain, ne peut plus reculer, et est amené à s'élargir dans les jours qui viennent.

ERIC (sympathisant)

PTT-DGT ORTF-TDF CGT-CFDT... ...et les exploités ?!

Le Conseil des ministres du 9 janvier a décidé de transférer au secrétariat d'Etat aux PTT la tutelle de télédiffusion de France, mesure administrative, mais également mesure politique.

UNION « LIBRE »

TDF et PTT, par le canal des télécommunications, transmettent des signaux par câble ou par voie hertzienne pour le téléphone, les télex ou la téléinformatique.

La cohérence technique et la rationalisation des investissements poussaient à rapprocher TDF et PTT à un moment où l'accroissement des communications, les exigences de l'exportation et l'avènement des satellites, auraient rendu insupportable une guerre des administrations chargées d'assurer les transmissions.

Fusion donc de deux grands organismes, absorption de l'un par l'autre pourrait-on dire, lorsque l'on sait que les « télécoms » sont source de profits juteux, alors que TDF a de la peine à mener à bien certaines dépenses (colonisation des chaînes-télé par exemple !). Le solde créditeur des « télécoms » était de 26 milliards, soit 55% du chiffre d'affaires ! Intéressant pour un service public ?!

La puissance financière de la DGT (Direction Générale des Télécommunications) n'a d'égal que le soutien qu'accorde l'Elysée à son directeur. Ainsi TDF dans le giron des PTT ou plus exactement dans le giron de la DGT (car la séparation PTT/Télécom va bon train), représente un corps unique dans les communications en France. Séparation, disons-nous, car d'un côté le « service public » non rentable : le postal, les chèques et la Caisse d'épargne (qui, dans un futur proche, seraient confiées au ministère des Finances) à la charge de l'Etat, et de l'autre une privatisation accrue des secteurs rentables : les télécommunications.

L'Etat ainsi, en lachant quelques millions, voire quelques milliards à des sociétés privées, à la tête desquelles siègent justement des hommes du gouvernement ou très proches de celui-ci, détient un vaste pouvoir presqu'absolu sur les communications en France. Quant au contrôle parlementaire ? mon œil, oui !

Le contrôle de l'Etat se fait graduellement plutôt par les rouages des administrations dans lesquelles ont pris racine des technobureaucrates made in Elysée (ingénieur atomiste de l'EDF et maintenant ingénieur télécom aux PTT) que par le rôle des institutions de l'Etat (Constitution, parlement, etc.).

Comment en est-on arrivé là ?

21 ANS DEJA . COUCOU NOUS Y VOILA !

Jusqu'à la fin 58, la RTF (c'est comme ça que la télé s'appelait à l'époque) était une annexe des PTT.

C'est par l'ordonnance du 4 février 1959 (bon anniversaire !) que la RTF devient un établissement public de l'Etat, à caractère industriel et commercial, dotée d'un budget autonome et placée sous l'autorité du ministre de l'information.

C'était sous le règne de de Gaulle (il savait cultiver son Moi et son culte de la personnalité - il paraîtrait que Mao s'était fortement inspiré de lui pour passer son examen de grand timonier !) qui avait compris le rôle des média et notamment celui de la télévision en plein essor à cette époque, qu'il était bon d'avoir des hommes à sa solde et à son service. Le préposé à l'enregistrement devint un technicien, tandis que plus tard un facteur allait devenir un préposé à la distribution. Eclatement des carrières et des échelles indiciaires, différences des salaires, tâches nobles pour ces nouveaux agents, tâches ingrates pour les autres, formation d'une nouvelle caste. L'Ordonnance de février 59 devait renforcer la position dominante des techniciens à la RTF, qui allaient peser fortement sur l'orientation et les choix structurels de l'établissement public jusqu'en 74.

1974, changement de régime. RTF, après avoir pris quelque temps le nom de ORTF, s'appelle maintenant TDF et devient l'héritier putatif en tant que gardien du monopole de diffusion.

FRERES ENNEMIS

Depuis vingt ans, RTF - ORTF - TDF et PTT — DGT (rayer la ou les mentions inutiles !) se font la guéguerre, se comportent en frères ennemis. Depuis le 9 janvier, c'est fini, le pacte de non-agression est signé. L'Etat en sort vainqueur, pas les travailleurs. Avec les multiples applications de la télématique, la concentration de l'audio-visuel et du téléphone dans une même main, celle de la DGT - donc de l'Etat -, c'est la porte ouverte vers de nouvelles structures de surveillance et de manipulation de la population et des citoyens.

Cet accord Salt va se faire essentiellement sur le dos des travailleurs des télécommunications : reclassement de certains techniciens, changement de l'échelle indiciaire, fermeture pure et simple de services entiers, déqualifications, pertes de salaires et d'avantages acquis, défonctionnarisation d'une partie du personnel. Division de celui-ci.

VECU

Parallèlement à cette offensive ministérielle dans les télécommunications, nous assistons à une restructuration accrue dans les PTT, mais également dans l'ensemble du tertiaire (voir rapports Nora-Minc, Rippert, Guillaumat), et à une attaque sans précédent sur les acquis des travailleurs des PTT.

Dans le postal, de prime abord, les postiers feraient preuve d'une incessante combativité. Dans toute la France, il ne se passe pas une semaine sans qu'éclate un conflit. Tous ont un dénominateur commun, le manque flagrant d'effectifs sur lequel viennent s'ajouter des problèmes locaux. A Rouen CTA (en avril dernier), à Montpellier (blocage des mutations), les télégraphistes (suppression des distributions de mandats le dimanche, ce sont eux qui doivent acheter leur vélo !), et dans divers centraux parisiens (8e, 9e, 15e, 16e arrondissements).

Nota : Lors de la grève des agents de Paris VIII, l'administration s'est permise d'embaucher des auxiliaires à l'ANPE la plus proche ! Quelles sont les mauvaises langues qui disent que l'administration n'est pas attentive à l'écoute du personnel ? Une situation intolérable ! Qui se souvient de l'impudence des bureaucrates administratifs qui se targuaient, à grand renfort de publicité, d'être en mesure d'acheminer le courrier à 95% en « J+1 », alors qu'aujourd'hui on est plus près du « J+4 » !

Avec le système de travail en brigades et l'ennui qui s'empare de la majorité des provinciaux à Paris, l'administration a trouvé un alibi important pour ses « californies » (heures supplémentaires). Cela lui permet de pallier le manque d'effectifs, de pouvoir se séparer facilement de ce personnel, une fois le trafic écoulé. Cette dégradation du service lui est favorable pour pouvoir mieux appliquer son plan de restructuration (Nora-Minc).

Dans les services financiers (CCP-CNE), après la première étape de mise en électronique, aujourd'hui en 1980 les agents se trouvent confrontés à des difficultés de tous ordres face à la deuxième phase de cette mise en électronique (voir les différents numéros de *Gestion Directe* parus sur ce sujet).

L'ordinateur s'installe partout, l'électronique est partout présente, il n'y a pas de service qui ne possède qui un terminal, qui un interrogateur de fichiers.

Effectivement, l'électronique allège la charge de travail des agents, du moins on pourrait le penser, car nous assistons à une « taylorisation » du travail. Entre le moment où l'on envoie un chèque et le moment où l'on reçoit l'extrait de compte relatant l'opération, plus d'une dizaine d'opérations auront été effectuées par une dizaine d'agents différents, et ce, répété plusieurs dizaines de milliers de fois, inlassablement, 7 heures par jour, 6 jours par semaine.

La mise en électronique, c'est aussi la fusion de certains services (la CNE a fusionné avec le centre 7 des Chèques postaux le 1e janvier 80), c'est donc du personnel supplémentaire qu'il va falloir reclasser, reclassement qui ne se fera que rarement au bénéfice de l'agent. L'électronique, c'est aussi la gestion à un très bas prix de certaines sociétés privées (ainsi Reader's Digest fait entièrement gérer sa comptabilité abonnement par un service de chèques postaux et ce n'est pas le seul).

Devant la déshumanisation de son travail, le personnel réagit ; il refuse de se comporter en tant qu'auxiliaire de l'ordinateur. C'est pourquoi son terrain de revendications se situe davantage sur les conditions et l'aménagement du temps de travail que sur les positions de salaires. Un passé encore très récent lui a montré comment l'inflation lui bouffait rapidement les augmentations qu'il avait gagnées par la lutte.

Il veut travailler moins, moins et dans de meilleures conditions. Son axe de lutte, pour l'instant, est la semaine de 35 heures, à obtenir par la fermeture des Centres de chèques le samedi.

L'administration l'a bien compris, elle est prête aujourd'hui à concéder un samedi sur 4, avec récupération en semaine. Le personnel est conscient qu'accepter cette récupération, c'est faire un pas en arrière, c'est jeter 12 ans de lutte dans les poubelles de l'histoire. Depuis 68, toutes les diminutions d'horaire obtenues se sont faites sans aucune récupération.

L'administration teste la capacité de riposte du personnel, jamais jusqu'à maintenant, elle n'aurait osé faire de telles propositions. Elle sait qu'elle est en position de force depuis les dernières élections ; elle sait le personnel divisé ; elle sait que la CGT et la CFDT se bouffent le nez ; elle sait qu'elle peut compter sur FO ! Voilà la situation en février 80 (il est bien entendu que cette analyse est fonction d'une situation locale vécue). Pourtant, le personnel se mobilise : ces derniers temps, de nombreux rassemblements sur le temps de travail et réunissant 2 à 3000 agents, se sont tenus, de nombreuses délégations de masse se sont manifestées, tant auprès des différents chefs de Centres qu'auprès de la direction, et ce, toujours sur le temps de travail.

Le personnel est prêt à lutter, à développer l'action, à se joindre à leurs camarades du postal qui sont seuls actuellement, et dont la lutte est vouée à l'échec s'il n'y a aucun relais de la part des autres secteurs des PTT.

Beaucoup sentent que peut-être la grève générale...!

Pourquoi pas, mais il faut être réaliste, surtout lorsque les fédérations syndicales appellent à une GGGO (Grande Grève Générale Offensive) de 24 heures pour le vendredi (oui, le vendredi !) 8 février. Si on voulait casser un mouvement, on ne s'y prendrait pas différemment. On peut être sûr qu'il y aura un fort taux de grévistes, mais on peut être sûr aussi qu'il y aura peu de gens au piquet de grève, et encore moins à la manifestation (qui d'ailleurs ne s'appelle plus que rassemblement et délégation de masse).

Pour une fois les « fédés » ont trouvé l'unité, s'asseyant sur l'espoir des gens. Car il faut être conscients que le lundi tout le monde ira travailler, et que le mouvement s'arrêtera de lui-même.

Les fédérations auraient-elles peur de ne pouvoir contrôler par la suite le mouvement ?

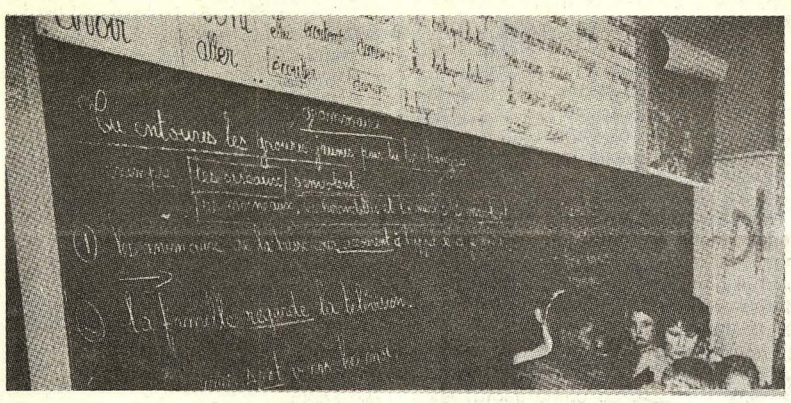
En tout cas, merci, nous savons où sont nos ennemis !

JOEL et JEAN
(*Gestion Directe*, organe de liaison des Travailleurs Anarchistes des PTT-FA)

L'Education Nationale et la notion de famille

Debré au secours... ...ils sont devenus fous

Ce n'est un secret pour personne, à l'Education Nationale comme un peu partout en France, les conditions de travail ne cessent de se dégrader. Dans un premier temps, seuls, les auxiliaires ont fait les frais de ce raidissement de l'Etat-patron. Aujourd'hui, ce sont les titulaires qui commencent, eux aussi, à voir leurs acquis remis en cause à différents niveaux. L'administration tourne autour des sacro-saintes vacances comme



le renard autour du fromage de la fable. Par le biais de la mise à la disposition des recteurs, les jeunes enseignants titulaires font l'apprentissage de la précarité. Il n'est pas un domaine où l'on ne cherche à diminuer les effectifs, à revenir sur un acquis. Dernier exemple en date de la malice dont peut faire preuve la technobureaucratie pour rogner les droits des travailleurs : la redéfinition de la famille par le ministère de l'Education nationale.

A l'heure actuelle, pour un certain nombre de raisons, les demandes de mutation et de rapprochement de conjoints ont de grandes difficultés à aboutir. C'est un fait, et la seule solution pour y remédier, passe par des créations de postes et l'interdiction de continuer à travailler après l'âge de la retraite. Ce n'est naturellement pas l'avis de l'administration qui va faire preuve, pour résoudre ce problème, d'une astuce incontestable. Par une circulaire du 7 décembre 1979, le ministère de l'Education, direction des personnels enseignants de lycée, service de la réglementation et de la gestion, avoue la difficulté qu'il éprouve à satisfaire les demandes de rapprochement de conjoints, et pour tenter d'y remédier, il ne propose rien de moins que de redéfinir la notion même de rapprochement. Comme il s'agit d'un droit acquis auquel il n'est bien entendu pas question de toucher, on va donc se « contenter » de le vider de sa substance. C'est ainsi qu'au droit d'être nommé dans le même établissement ou la même ville, va se substituer le droit d'être nommé... dans le même département.

Jusqu'à présent, la démarche de l'administration ne brille pas par son originalité. L'argumentation sur laquelle les bureaucrates encravatés de morgue qui sévissent au ministère de l'Education, vont s'appuyer, pour justifier cette extension de l'aire du rapprochement, va y remédier. En effet, nous disent-ils, « *il apparaît que les conditions de transport, la répartition des établissements du second degré au niveau national d'une part, et les possibilités d'organisation du service à l'intérieur des établissements d'autre part, permettent de considérer que des CONDITIONS D'EXISTENCE FAMILIALES NORMALES sont offertes dès lors que les deux époux exercent dans le même département* ».

Loin de moi de défendre le mariage et la famille, mais à l'évidence, l'administration se fout du monde. Quand on sait que certains départements s'étendent sur plusieurs centaines de kilomètres et que le prix de l'essence n'est pas parti pour baisser, on peut légitimement se demander comment certains couples vont faire pour pouvoir « con sommer » leur union. S'ils n'y arrivent pas, ils pourront toujours s'adresser à Debré qui les écoutera - n'en doutons pas - d'une oreille attentive ! Décidément, c'est à vous dégoûter de passer devant M. le Maire !

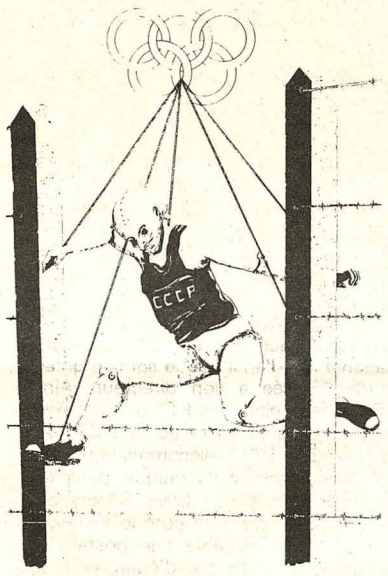
Hervé-Claude LAPIDAIRE

SOUTENEZ LE MONDE LIBERTAIRE

Du boycott des J.O.

Bravo ! Jamais on n'aurait pensé que les propositions de boycott des Jeux olympiques 1980 puissent avoir tant de résonnance. Tout le monde s'y met : des Ricains aux Chinois, des GB aux gens, ô combien sympathiques, de la LICRA, d'autres encore... sauf la France, bien sûr, « pays de la liberté, de la libre circulation et des réfugiés politiques »...

Il est vrai que l'URSS est un pays impérialiste pour lequel la libre détermination des peuples passe par l'occupation militaire de leur pays et pour lequel le meilleur moyen de protéger les individus, est de les mettre dans des « cellules » (prison, hôpital ou autres). Il est vrai que le palmarès de l'URSS est éloquent : l'Afghanistan, en passant par Budapest, Prague...



Ils ont raison, il faut boycotter les J.O. de Moscou, et ne pas offrir quelques millions de roubles à l'Etat moscovite.

Mais si je ne m'abuse, il existe des J.O. d'hiver qui ont lieu où ? aux USA, à Lake Placid (le joli nom). Et qui parle de les boycotter ? Personne.

Pourtant, je ne pense pas que l'on puisse décerner de certificat de bonne conduite aux USA ! Libertés individuelles : n'y a-t-il pas des militants, des opposants, des « dissidents » dans les geôles et les hôpitaux américains ou plus simplement « accidentés » ? Respect des peuples à disposer d'eux-mêmes : qu'en pensent donc les Asiatiques du sud-est (Vietnamiens, Cambodgiens, Laotiens...), les Américains du sud (Chiliens en tête) et d'autres encore ? Que fait Carter en Corée du Sud ? Les USA ne préparent-ils pas une troisième guéguerre ?

Et n'oublions pas que les constructions édifiées pour ces J.O. hivernaux seront reconverties en prison, et vive le sport ! Le sport qu'il ne faut pas mélanger avec la politique. Mais les J.O., est-ce encore du sport !

Agissons vite pour le BOYCOTT des J.O. d'HIVER aux USA, d'ETE en URSS.

Un individuel boycotteur
J. B.

Un numéro spécial du Monde Libertaire « L'URSS aujourd'hui » est paru
8 pages..... 4 F
En vente à Publico

De Kaboul... à Moscou

Suite à l'invasion des troupes soviétiques en Afghanistan, les jeux olympiques devant se dérouler à Moscou sont remis en cause par plusieurs pays, notamment par les Etats-Unis.

C'est l'une des mesures de représailles lancée par le président Carter : après l'arme alimentaire, voici l'arme sportive !

Celui-ci a lancé un ultimatum à l'URSS : si l'armée rouge ne se retire pas avant la tenue des jeux, les Etats-Unis et ses amis alliés remettront en question leur participation aux jeux de Moscou. En clair, c'est la menace du boycott !

Plusieurs hypothèses sont émises :

1) ils seraient annulés pour cette année ; mais cela ne risquerait-il pas, à terme, de compromettre le principe olympique lui-même ?

2) ils seraient transférés dans un autre pays - on parle du Mexique, du Canada et de la Californie où doivent se dérouler les prochains jeux de 1984 - au quel cas, cette deuxième hypothèse rejoindrait la première quant à l'avenir des jeux,

3) les athlètes américains et occidentaux n'iraient pas à Moscou. Dans ce cas, les J.O. n'offriraient plus qu'un intérêt restreint.

Ces propositions ont été reprises par l'Angleterre, la Hollande, le Canada, les pays musulmans et autres... Par contre, elle a soulevé l'indignation du Comité Olympique International qui justifie sa position en affirmant la séparation distincte entre sport et politique, en vue de préserver un esprit sportif neutre. Ce comité invite donc, de par sa position, les Comités Nationaux à remplir leur contrat avec l'Union Soviétique, car, en principe, ils sont les seuls à pouvoir envoyer ou non les athlètes à ces jeux.

Notre ministre des Sports et des Loisirs émet, au nom de la France tout entière, une position semblable. Ainsi, les français iront à Moscou à moins d'être les seuls occidentaux à adopter cette démarche.

Pour l'URSS, les J.O. sont une affaire sérieuse car ils doivent avoir pour effet de lui conférer une légitimité au niveau de sa politique extérieure et d'apporter plus de prestige au niveau intérieur.

Les J.O., liés à l'invasion de l'Afghanistan, servent en fait les deux leaders impérialistes actuels :

- ils servent à regrouper les Etats-Unis autour de leur président qui en avait bien besoin après l'échec des négociations concernant les otages de Téhéran. Il a suffit à Carter de dénoncer fermement l'ingérence de l'URSS en Afghanistan pour voir aussitôt sa cote remonter et le peuple approuver l'augmentation des crédits pour l'armée.

- Pour l'URSS, elle assied ses positions stratégiques car les troupes soviétiques se trouvent à moins de 500 kilomètres des champs pétroliers. L'appel au boycott lancé par les USA lui permettra de solidifier le bloc soviétique en se présentant comme le principal adversaire du capitalisme américain.

Pendant ce temps, on oubliera les Noirs et les Indiens, les Chiliens, les Argentins... chaque jour écrasés sous la botte des USA, ainsi que les peuples niés en URSS, Budapest 56, Prague 68... Gageons que dans quelques mois, le téléphone rouge servira à chacun pour se congratuler de ses succès populaires obtenus.

Dans quelques mois, on aura oublié les Afghans qui avaient « appelé l'URSS à venir les secourir », de même qu'on a aujourd'hui oublié le Viet-Nam qui avait sans doute, lui aussi, « appelé les Etats-Unis, ou la Centrafrique qui, lui aussi, avait « appelé » la France.

Esprit d'entraide et de solidarité est, pour les pouvoirs étatiques, synonyme de chars, canons, obus et bombes.

Tandis que le reste du monde choisit son camp, la France, elle, essaie de rester neutre. Chaque camp essaie de la convertir à ses positions ; les USA à grands coups de « liberté des peuples », l'URSS, par l'intermédiaire de son avocat le PCF qui, de la bouche de son secrétaire G. Marchais, justifie l'agression de l'URSS. Tout le monde semble s'apercevoir alors que le PC est stalinien. Mais comment pourrait-il ne pas l'être, alors que sa nature même l'est ? Le PC a toujours été stalinien et ne peut l'éviter à moins de se détruire.

Ces J.O. apportent une preuve supplémentaire que sport et politique sont étroitement liés. Ils serviront à l'URSS comme aux USA, à légitimer leur politique. Mais le sport, c'est aussi une histoire de gros sous et il est certain que pour des firmes comme Adidas ou Thomson, la suppression des J.O. serait un manque à gagner énorme. Et l'une des raisons pour laquelle la France hésite à trop s'opposer à l'URSS est bien qu'elle a des contrats importants avec les Etats de l'Est.

Les médias tentent de nous présenter deux blocs fondamentalement opposés, fondamentalement différents, et tentent de nous faire prendre position pour l'un ou l'autre. Mais, à moins d'avoir les yeux bouchés par la propagande d'un quelconque parti, ces « oppositions », ces « différences », s'annulent. On se retrouve face à deux structures semblables, deux politiques semblables. Le capitalisme et le marxisme ressemblent à deux entreprises concurrentes qui, même si elles annoncent sur leurs panneaux publicitaires : « ici, mieux qu'en face », vendent le même produit, au même prix : le produit, c'est l'exploitation, le prix, c'est la guerre.

Le capitalisme et le marxisme sont tous deux construits à partir de la prédominance de l'Etat ; cet Etat central qui décide de tout, qui va imposer sa loi à l'intérieur du pays par sa police, et qui va imposer sa force à d'autres pays par son armée (l'une pouvant aider l'autre, puisque faisant partie en fait d'un seul corps : le corps répressif ». Désirant tout contrôler, tout administrer, l'étatisme est conduit à renforcer sans cesse sa police. Chacun désirant imposer sa force à l'autre, la « course aux armements » est inévitable.

« Choisir son camp » comme le demande aujourd'hui tant les capitalistes que les communistes, c'est de toute façon l'exploitation et la répression. Nous autres anarchistes, nous ne nous allierons avec aucun des deux : nous les combattrons.

En 78, la gauche appelait au boycott du Mundial en Argentine. Cette année, c'est à la droite d'appeler au boycott des J.O. à Moscou. Eh bien, de même que nous avons appelé au boycott du Mundial, nous avons appelé (bien avant Carter) au boycott des J.O. car, dans tout cela, nous ne voyons qu'une seule et même pratique : celle du fascisme qui, de Berlin 36 à Moscou 80, qu'il soit brun ou rouge, n'a jamais servi qu'à détruire, exploiter et opprimer.

Groupe FRESNES-ANTONY

informations internationales

PORTUGAL

Au Portugal les centrales syndicales ont fait faillite et ne sont que des appendices des partis politiques, servant fidèlement leurs intérêts parlementaires et/ou des organismes qui mènent une politique contractuelle, c'est-à-dire qui trahissent à chaque instant les intérêts des travailleurs. Aussi, aujourd'hui, l'action anarcho-syndicaliste peut prendre de l'importance, en liant les termes de la lutte quotidienne dans les entreprises, les quartiers, les écoles et des populations marginalisées. Des compagnons portugais, se démarquant des méthodes intégratrices et réformistes des syndicats, proposent la création d'un Collectif d'Intervention et de Culture Autonomie Ouvrière d'expression anarcho-syndicaliste dont voici les bases :

BASES ORGANIQUES

Le Collectif est une association volontaire à l'intérieur de laquelle ses membres mettent en débat tous leurs problèmes, cherchant une base de coopération, de solidarité, d'association et de méthodes de lutte appropriées.

Ils cherchent à leur tour la convergence d'autres individus sur les lieux de travail, dans le quartier ou le village où ils vivent, dans les écoles ou dans d'autres lieux de la vie sociale pour organiser et concrétiser les formes de lutte appropriées et la pratique d'une solidarité et d'initiatives conjointes.

Le Collectif solidarise ses éléments, les met en contact dans les débats fréquents sur tous les problèmes et se transporte jusqu'aux milieux dans lesquels ses membres agissent et influent. Il cherche des formes faciles de relation et d'association pour ces milieux.

Le Collectif créera un bulletin de relation pour mettre tous ses membres en contact avec tous les problèmes, échangeant des idées, des conseils et des résolutions.

Le Collectif promouvra :

a/ des débats sur toutes les actions, actions culturelles ou de convivence,

b/ des réunions de personnes intéressées par des objectifs de lutte, de création et d'expérience,

c/ des actions de solidarité et de revendication.

Peut appartenir au Collectif toute personne qui cherche la transformation sociale par l'action libertaire.

Dans ses réunions et dans les périodes qui seront fixées, seront élus les camarades qui administreront les fonds, élaboreront le bulletin, rapporteront les débats et maintiendront des relations avec les organisations affinitaires.

Les compagnons de cette initiative appellent à l'organisation de noyaux locaux, et à se mettre en rapport entre eux par l'intermédiaire de **A Batalha**.

Ces compagnons pensent entreprendre les travaux nécessaires pour tenir effectivement au mois de mai prochain la première conférence nationale.

D'après *A Batalha* du mois de janvier

DERNIERES PUBLICATIONS REÇUES

* *TIERRA Y LIBERTAD* n°10, organe de la Fédération Anarchiste Ibérique. Au sommaire : le congrès de la C.N.T., Nouvelles des prisonniers anarchistes, Les étudiants en lutte, L'Espagne dans l'OTAN, Oppression et nationalisme, Autoritarisme et organisation. Le numéro : 3 F.

* *SOLIDARIDAD OBRERA* n°59, organe régional de la C.N.T. de Catalogne. Au sommaire : un éditorial condamnant le fascisme rouge de l'URSS, Des réactions de militants et de syndicats après le Ve Congrès de la C.N.T., Les paysans d'Andalousie se mobilisent, Les athénées libertaires de Barcelone, Des échecs de luttes d'entreprises, Un dossier de deux pages sur la C.N.T. en Allemagne, La situation dans les prisons, Les multinationales nord-américaines en Espagne, Un très intéressant article de Josep Alemany autour du film « Apocalypse Now ». Le numéro : 3 F.

* *FREEDOM* n°41, numéro largement consacré à Elisée Reclus, avec notamment des extraits de *Evolution, révolution*. Le numéro : 3 F.

anarchist fortnightly **Freedom** 2 February 1980 Vol 41 No 2 25p

Inside: STATEMENT BY TAFF; REVIEW ON ELISEE RECLUS; PRISON NOTES

* *A BATALHA* n57, journal anarcho-syndicaliste portugais. Le numéro : 3 F.

* *UMANITA NOVA*, hebdomadaire de la Fédération Anarchiste Italienne, que nous recevons régulièrement. Le numéro : 2 F.

* *BULLETIN DE CDA* (Centre Documentazione Anarchica) n°23, en italien. Le numéro : 4 F.

* *RIVISTA ANARCHICA* février 1980, revue mensuelle en italien. Au sommaire : le congrès de la C.N.T., La femme et l'accouchement, Autogestion et santé, etc.. Le numéro : 4 F.

hollande

ACTION DIRECTE DANS « L'IMMOBILIER » — Il s'agit, à Amsterdam, des immeubles situés Keizersgracht n°242-252, transformés en une commune libre dite « De Groote Keyser » (Le Grand Empereur). Ces bâtiments ont été la propriété de la société foncière OGEM qui se proposait - spéculation très lucrative ! - de transformer en bureaux ces immeubles vides. La dite société a vendu ensuite ces immeubles à un entrepreneur, Willy Léon, résidant en Espagne : profit d'environ 5,5 millions de francs nouveaux ! En novembre 78, ces immeubles furent occupés par une cinquantaine de personnes qui, aujourd'hui, sont devenues une centaine. Procès intenté par OGEM pour faire expulser ces indésirables, et procès d'abord perdu, car on ne put citer les habitants dont les noms étaient inconnus. La Cour d'appel, malgré l'impossibilité de citer légalement les occupants, donna satisfaction, le 26 octobre, à la requête d'expulsion.

Les habitants décidèrent aussitôt de ne pas reconnaître ce jugement et de résister par tous les moyens aux huissiers. Le maire hésita à accorder l'appui de la police aux huissiers, car l'ordre public serait troublé. En effet, les immeubles ont été mis en état de supporter un siège. Les étages sont barricadés et les habitants ont fait provision de pétards, bombes fumigènes et autres ingrédients défensifs ! Ils ont organisé des postes-de-garde et, le 19 décembre, ils ont envahi les tribunes publiques de l'Hôtel de Ville, jetant des bombes fumigènes lors d'une séance du Conseil municipal consacré à la politique de l'habitation.

Cette affaire se complique d'un nouveau scandale : l'acheteur des immeubles ne serait que le prête-nom d'un individu actuellement en prison, connu comme ayant des relations avec une société chimique de Hong-Kong spécialisée dans l'héroïne ! Et dans la police se trouve un commissaire qui doit comparaître en correctionnelle pour avoir accepté de l'argent des trafiquants d'héroïne ! Du joli monde...

On apprenait, fin janvier, que le maire négociait l'achat des immeubles pour les louer à des jeunes : un compromis qui ne lèsera pas les spéculateurs ! Actuellement on peut évaluer à 8 ou 10 000 le nombre de personnes logées « illégalement » : les « Kraakers », sans compter celles qui ont conclu des accords avec les propriétaires. Les Kraakers,

dont l'avenir est incertain, se sont organisés en des comités de quartier et se livrent à des manifestations groupant de 100 à 2000 personnes. Ils ont constitué des groupes de défense contre les hommes de main recrutés par les spéculateurs dans la pègre et chez les truands. Des « collectivités de triporteurs » ont été formées pour organiser les déménagements gratuits en cas d'expulsion : ce qui fait songer aux déménageurs « à la cloche de bois » qui firent la réputation du « raffût de Saint-Polyearpe » à Paris dans les années 10 et 20 ! Les Kraakers ont constitué une caisse de secours, réparent les immeubles et font une intense publicité par journaux et affiches : ils ont édité un livre, ***Manuel de l'habitant illégal***.

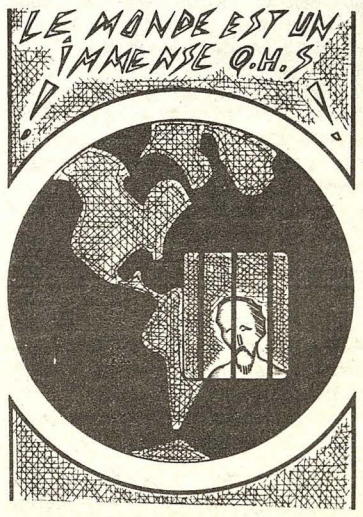
L'exemple donné à Amsterdam fait tâche d'huile et dans d'autres localités des comités analogues se constituent, surtout avec l'appui des antimilitaristes de « Onkruit » et des comités anti-nucléaires où l'influence libertaire se fait sentir.

AFFAIRES A SUIVRE ! — Au début de février, on apprenait la future abdication de la reine Juliana ainsi que la « mise au pas » de l'Eglise catholique de Hollande par le pape : deux événements que nous commenterons dans le prochain M.L.. A suivre aussi les réactions - qu'on attend encore ! - des organisations syndicales contre le blocage des salaires. Le seul secteur qui ait manifesté son mécontentement, c'est... la Police. Les policiers menacent de ne pas dresser de contraventions, tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites.

Signalons enfin la marche de Paris à Amsterdam, par Bouillon (Belgique) et la Haye, d'une trentaine d'insoumis qui protestent contre l'arrestation de vingt objecteurs politiques. Le 2 février, ils devaient arriver à la Haye.

allemagne

TOUJOURS LA « HAUTE SURVEILLANCE » — Le M.L. a signalé à plusieurs reprises le scandale de ces quartiers de haute surveillance - prison dans la prison ! - condamnés par de nombreux médecins, psychiatres, avocats. Le comité des avocats de Berlin dénonçait cette « institution » comme illégale, car on l'applique à des détenus en prévention, suspects de menées terroristes, alors que la loi stipule qu'un



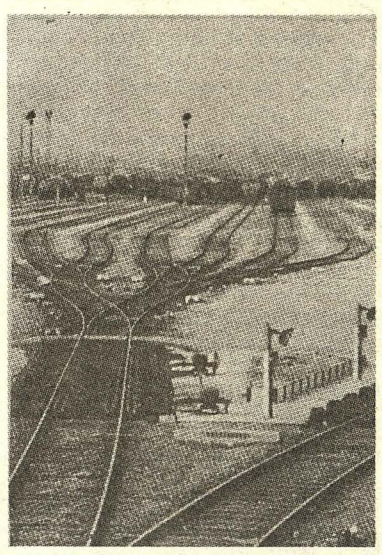
détenu en prévention est considéré comme non-coupable jusqu'à ce qu'un tribunal se soit prononcé sur son cas.

Le 20 janvier, onze détenus appartenant à la RAF et au mouvement du 2 juin ont été transférés dans le quartier de haute surveillance de la prison de Moabit (Berlin-ouest). L'opération ne s'est pas passée sans incidents, car les détenus, qui s'étaient barricadés dans leurs anciennes cellules, ont résisté par tous les moyens.

DEFENSE DE L'OCCIDENT — La défense des Droits de l'Homme et des libertés démocratiques est un voile pudique pour toutes les hypocrisies. Le parti CDU-CSU s'inquiète - et il n'a pas tort ! - des infiltrations répétées de l'URSS dans le Tiers-Monde, et il voudrait que le gouvernement de la RFA ne soutienne que les pays pro-occidentaux. Ce qui l'amène à une indulgence particulière pour l'Afrique du sud promue sans doute au rang de membre de « l'Occident libre ». Inutile de dire que le CDU-CSU est surtout sensible aux richesses minières de l'Afrique du sud et ferme les yeux sur l'apartheid.

HAMBOURG — Le Sénat de Hambourg s'est enfin décidé à faire déblayer le terrain de l'entreprise de produits chimiques Stolzenberg, en faillite. Depuis 1945, étaient entreposés là des produits nocifs, vestiges des armements « chimiques ». Il a fallu un accident mortel et une explosion l'an dernier pour que le Sénat sorte de son inertie. L'insouciance de l'entreprise Stolzenberg coûtera cher aux contribuables : le déblaiement des 6000 mètres-carrés s'élèvera à 8 millions de DM !

BERLIN-OUEST — On sait que c'est la RDA (Allemagne de l'est) qui est le « partisan » de la « Reichsbahn », le chemin de fer qui circule dans les deux secteurs de Berlin. La direction de la Reichsbahn vient d'envisager le licenciement - en raison de l'automation - de 500 cheminots de Berlin-ouest et 80 ont été déjà mis à pied. En raison de l'incompétence du tribunal du Travail, aucun recours n'est possible.



COMMENT UN IMPRIMEUR DEVIENT CRIMINEL — Deux procès, déjà signalés par le ML, sont en cours : à Stuttgart contre les imprimeurs de « Fantasia », à Berlin contre les imprimeurs de « BUG-Info ». Il s'agit toujours de la publication de textes de la RAF et du mouvement du 2 juin et d'articles mettant en doute les « suicides » de la prison de Stammheim. Imprimer de tels textes équivaut à diffuser de la littérature terroriste et à être complice d'organisations criminelles. L'imprimeur doit donc s'auto-censurer ! et refuser un travail d'allure suspecte. Il s'agit bien là d'un moyen sournois de supprimer la liberté d'expression. Les juges appliqueront-ils aux imprimeurs la rigueur des lois anti-terroristes ?

KARLSRUHE — Le n°18 (décembre-janvier - 12 pages) de la revue libertaire *Le Coq noir* (*Der schwarze Gockler*) vient de paraître. A noter, entre autres articles, un texte sur la situation au Pays basque et une étude sur l'insoumission totale et l'antimilitarisme. Longue critique d'un ouvrage récent, ***Histoire du mouvement syndical allemand***, écrite visiblement par des sympathisants du parti communiste, avec les falsifications, les interprétations abusives et l'endoctrinement qui caractérisent tous les ouvrages prétendus historiques écrits par des communistes.

suisse

BÂLE — La revue de langue allemande *Akratie* (rédacteur H. Hoechlin, à Bâle) a publié son n°13 (janvier 80) sur 36 pages. Au sommaire : une étude d'Augustin Souchy, sur l'Etat d'Israël (est-il socialiste ou capitaliste), une autre de Koechlin sur la pensée et l'action de Landauer, suivie d'un remarquable article de ce même Landauer sur la pensée anarchiste (paru en 1903). Un document capital : une récente interview du révolutionnaire cubain Hubert Matos qui vient de purger 20 ans de prison (59-79) dans les prisons de Fidel Castro et qui dénonce le régime de dictature et de torture qui sévit à Cuba, avec la bénédiction des politiciens communistes et socialistes du monde entier qui gardent le silence.

Bandes Dessinées

La revanche des Indiens

Depuis quelques années, l'étude des sociétés indiennes fascine littéralement tous ceux qui luttent à un degré ou à un autre contre le totalitarisme nivélateur et oppresseur qui suinte par tous les pores des sociétés industrielles dominées par l'Etat et rongées par un productivisme suicidaire. Par le canal des travaux des ethnologues (Pierre Clastre en particulier) et des témoignages des indiens eux-mêmes (1), il est aisé de se rendre compte que seule l'ignorance ou la malveillance a pu faire qualifier ces sociétés de primitives. Ecologique, fédéraliste, d'abondance, sans Etat, sans pouvoir, etc., la société indienne a à l'évidence tout pour plaire à celui qui recherche une alternative sociale et sociétaire à la crise généralisée du Vieux Monde.

Que l'on ne s'y trompe cependant pas ! Malgré toute la sympathie que je porte aux Indiens, il n'est nullement dans mes préoccupations de proposer leur modèle sociétaire comme LA SOLUTION. Je ne suis pas sans ignorer que si la pendule de l'histoire s'arrête quelques fois, elle n'a pas pour habitude de faire marche arrière. Et puis, si la société indienne est proche de mon cœur à bien des égards, elle est cependant encore loin de la société libertaire que j'appelle de mes vœux.

Quoi qu'il en soit, et c'est ce qui me motive dans le présent article, un certain nombre de bandes dessinées sont parues ces temps-ci, qui portent un regard neuf sur l'ancienne société indienne. Pour qui a vu son enfance bercée par les clichés éculés que véhicule l'idéologie dominante sur les Indiens, il s'agit là d'une lecture décapante !

Jonathan Cartland : *la rivière du vent*, édition Dargaud.

Après *Jonathan Cartland, dernier convoi pour l'Orégon, le fantôme de Wah-Kee* et *le trésor de la femme araignée*, qui tous témoignent d'une connaissance remarquable de la société indienne, Laurenc Harle et M. Blanc Dumont nous racontent dans cet album un nouvel épisode de la vie mouvementée de Jonathan, le trappeur blanc qui, par son mariage, est devenu frère de sang des Sioux Oglalas. Continuellement écartelé entre la société blanche dont il est issu et la société indienne qui lui a fait découvrir le bonheur et le sens véritable de la vie, Jonathan est en fait un écorché vif. Depuis la mort de sa femme surtout. Dans cet épisode, il joue les guides de chasse pour un Prussien mégalomane qui est en train de se faire construire un château en plein ouest américain. Comme il s'amuse à cette occasion à établir un barrage sur « la rivière du vent », il se heurte très vite à l'hostilité des autochtones, les Cheyennes en l'occurence. A l'occasion du conflit qui s'ensuit, Jonathan est fait prisonnier par les indiens, et nous avons droit à une magnifique description de la vie quotidienne des Cheyennes. Le scénario est captivant, le dessin remarquable, et le souci des auteurs d'approcher au plus près la vérité historique, constant. A mon avis, la série des Jonathan est un document ethnologique et sociologique de première valeur. La société indienne y est décrite avec talent, et chose rare, elle échappe au travers de la mythification imbécile.

Buddy Longway : *l'eau de feu*, édition Dargaud.

Là encore, le héros est un blanc marié avec une Indienne et c'est délibérément que, comme trappeur, il a choisi de vivre à la frontière des deux civilisations. Après *Chinook, trois hommes sont passés, seul, le secret, l'original* et *l'hiver des chevaux*, Derib nous compte ici un épisode du choc entre deux civilisations, avec la découverte de l'alcool par les Indiens de Black-Feet. Le scénario est très moral et l'histoire se termine très bien (contrairement à la réalité historique), car une partie des Indiens renoncent à l'alcool que leur « offrent » généreusement les trafiquants. Le vieux Chef « Cheval qui bouge » a cependant parfaitement compris que les temps étaient à l'aube de changer radicalement pour sa tribu, et que l'introduction de « l'eau de feu » n'était que l'un des éléments de ce changement.

L'indien français par Ramaisli et Duran, édition Jacques Glénat.

Le 27 juin 1871, les troupes versaillaises écrasaient l'insurrection des communards de Perpignan. Un jeune biologiste français s'échappait alors de peu et gagnait l'Amérique. A la recherche d'une vie paisible, il se rend rapidement à la limite extrême de la civilisation, à Denwood. De là, il gagne la forêt et s'y établit après avoir été admis par les Indiens Shoshones. Sa vie s'écoule paisitout entière consacrée à ses travaux de biologiste et, en recueillant un couple d'Indiens Sioux, il prend conscience du raffinement et de la valeur de la civilisation indienne. Il découvre entre autre l'union libre puisque « Terre Lourde », la compagne de Vent Rouge, devient également la sienne. Aussi, quand l'inévitable conflit va se produire entre une société blanche expansionniste et colonisatrice et la société indienne qui préfère la mort à l'esclavage, il ne va pas hésiter, et c'est avec les Indiens qu'il combattra à sa manière.

De tels cas ne sont pas rares dans l'histoire de l'ouest américain, et nombre de récits et de rapports administratifs s'inquiètaient de cet attrait des Blancs pour la civilisation indienne. Dans le présent album, on note toutefois une dimension supplémentaire puisque le héros compare sans cesse la lutte des Indiens à celle des communards, et la comparaison est loin d'être sans intérêt. Bakounine, Sitting Bull, même combat !

Blueberry : *Nez cassé*, édition Dargaud.

Dernier épisode en date de la longue série de Blueberry. Celui-là est incontestablement un des meilleurs, tant par la qualité du graphisme que celle du scénario. Le héros, recherché par la justice, car il est soupçonné (à tort) d'avoir tenté d'assassiner le président Grant, s'est réfugié chez les Indiens Navajos. Il a été adopté par « Cochise » sous le nom de Tsi-na-pah », et la cupidité des Blancs qui veulent chasser les Indiens de leur réserve va faire de lui un homme écartelé. Bien qu'à l'aube de refaire complètement sa vie avec les Indiens, il ne peut se résoudre à prendre complètement parti dans la lutte désespérée qu'ils veulent engager contre l'expansionnisme de la société blanche. Aussi, en voulant distinguer entre les bons et les mauvais Blancs, il ne va réussir qu'à se mettre à dos la jeunesse apache qui a très bien compris que le fond du problème n'avait rien à voir avec la réalité, bonne ou mauvaise, de tel ou tel individu. Au fond, Blueberry n'a pas conscience qu'il se trouve engagé dans un combat à mort entre deux types de sociétés complètement antinomiques, et qu'il faut choisir clairement son camp.

Dans ces quatre albums, et ce n'est pas un hasard car l'inverse ne s'est jamais produit, les héros sont des Blancs qui ont été « contaminés » par l'éthique de la civilisation indienne. Leur drame, finalement, c'est de comprendre que dans la lutte qui les oppose à leur civilisation d'origine, la voie de la conciliation est complètement bouchée. Jonathan, Buddy Longway et Blueberry sont des êtres déchirés parce qu'ils n'arrivent pas à choisir clairement, entre les liens du sang et ceux du cœur. Seul, l'Indien français laissera parler ses sentiments et la dimension politique de son choix transparaît dans des références permanentes à la Commune.

Bien sûr, le caractère désespéré de la lutte des Indiens contre la société blanche est flagrant et leur entêtement à préférer mourir debout plutôt qu'à genoux a quelque chose de pathétique. Aussi, si aujourd'hui les valeurs de leur civilisation refont surface avec vigueur au cœur même d'une société blanche en crise, on ne peut que se réjouir de cette revanche posthume. Pour les anarchistes que nous sommes, il s'agit là d'un message d'espoir : la force des armes ne sera toujours qu'éphémère !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) voir : « les mémoires de Géronimo », éd. Maspéro ; « Piegan » par R. Lancaster, éd. Plon ; « soleil Hopi » par D.C. Talayesva , éd. Plon ; « Ishi » par T. Kroeber, éd. Plon ; et surtout le fantastique « de mémoire indienne » par Tahca Ushte, éd. Plon.

Le Coin du Copinage

*** Samedi 23 février à 21 h, à la salle des Arts et Loisirs de Tergnier (Aisne), *Patrick Abrial*, en première partie *Daniel Facerias*. Le spectacle est organisé par l'Association SERPENTAIRE. C'est gratuit pour les enfants, les grands paieront de 15 à 25 F. Qu'on se le dise !**

*** *Hubert-Félix Thiefaine* charmera les oreilles anars du 3 au 9 mars à la Gaîté-Montparnasse. Dites-le autour de vous...**

*** En dépit des critiques défavorables de notre très intègre confrère *Libération*, *Péroni et Myriam Roustan* font toujours rire chaque soir au Café d'Edgar à 23 h 15. Tout le monde rit, sauf certain crétin ; il faut le dire.**

*** *La poule d'eau* au Théâtre de la Commune à Aubervilliers, les décors ne sont pas de Roger Hart, la mise en scène n'est pas de Robert Manuel : ça n'intéressera donc pas Monsieur Sabbagh. Tant mieux.**

*** Rien que du beau monde au gala de soutien pour le groupe libertaire de Marseille : *Font et Val* et *Serge Utgé-Royo* au grand amphi Guyon à Aix-en-Provence. Les oreilles des bourgeois, des curés, des militaires de la région siffleront dès 21 h le lundi 25 février. Faut pas leur dire.**

J.J. JULIEN

Sommaire

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités F.A.
PAGE 3
En bref
Souscription
Marche des OP20
Libération des antimilitaristes
Amis Lecteurs
PAGE 4
Anjou
PTT-DGT...
Les décrets racistes...
PAGE 5
Debré au secours...
De Kaboul... à Moscou
Du boycott des J.O.
PAGE 6
Relations Internationales
PAGE 7
Cinéma
La revanche des Indiens
Le coin des copains
Bande Dessinée
PAGE 8
L'engrenage... !

Cinéma

Au cinéma « Le Seine »

« Fous »

Eric Duvivier s'est fait, depuis longtemps, une spécialité des films cinématographiques médicaux. *« FOU »* est une série de six courts-métrages sur le - ou plutôt - les thèmes de la folie, et tournés ces vingt dernières années. Approche surréaliste, symbolique (Ballet sur un Thème paraphrénique, Phobie d'impulsion), ou peinture caricaturale non sans humour malgré la gravité du sujet (Auto-stop, les Autopathes : dans ses extraordinaires compositions Jacque Dufhilo est, entre autres choses, militaire... et sadique. Quelle crédibilité !), mais toujours justes, c'est-à-dire fondées sur l'observation rigoureuse. D'ailleurs, pour ce qui est d'*Autoportrait d'un schizophrène*, le texte est celui d'un malade, la caméra se voulant être l'œil du sujet incarné par Pierre Clémenti. La défenestration qui conclue cette saisissante dramatique n'est pas non plus un fruit d'imagination...

De toute façon, un film destiné aux universitaires, aux gens du monde « psy », mais aussi à tous ceux qui voudront bien ne pas s'intéresser rien qu'en surface à ce problème.

Gérard CARAMARO

Sortie le 20 février, 10 rue Frédéric-Sauton, métro Maubert-Mutualité - Paris.

Vient de paraître chez
CHAMP LIBRE

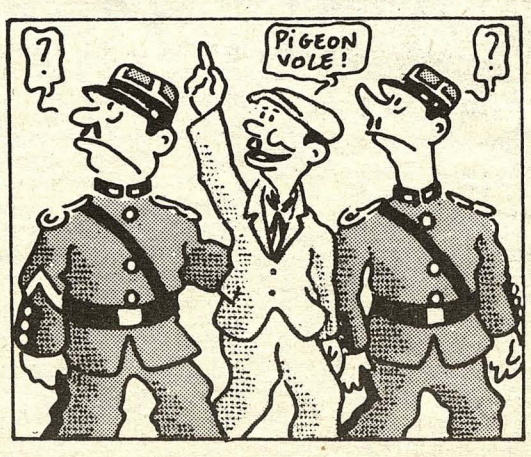
PROTESTATION
devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937 par un « incontrôlé » de la Colonne de Fer

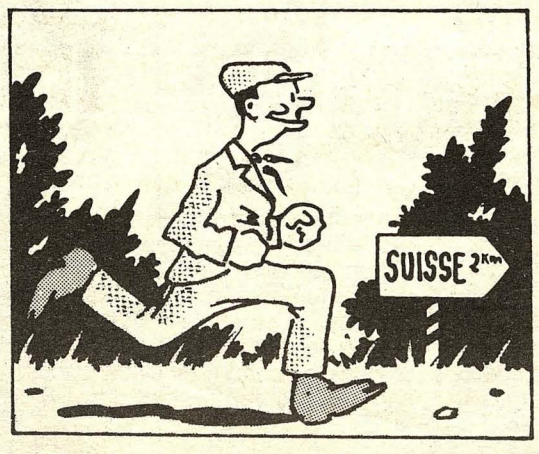
En vente à Publico 14 F.

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens





Quelques semaines plus tard, Benoît cassa la margoulette à Müller, le Commissaire Spécial de police, qui commençait à lui courir sur le haricot avec sa manie de lui coller au derche. Le tribunal de Châlon lui colla 6 mois de prison et deux ans d'interdiction de séjour, condamnation par défaut d'ailleurs, car notre aminche s'était esbigné sans demander son reste. Il se fit tout de même pincer par la maréchaussée en octobre, à Montceau. Mais Benoît était un mariolle, et à la première occase, il faussa compagnie aux pandores. Il calta en Suisse avec une bande de poteaux. Notre aminche avait besoin d'un faux blaze, et il se souvint que le préfet de police de Saône-et-Loire se nommait De Joly. Va pour Dejoly, mais en un seul mot ! Benoît ne resta pas longtemps chez les Helvètes. L'annonce d'une amnistie lui fit repasser imprudemment la frontière, comme un lapin qui met le nez hors du terrier, croyant les chasseurs esbignés.

à suivre

Bande dessinée tirée de
Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux
par Phil et Callens
Ed. Le dernier Terrain Vague
En vente à Publico 48 F

JOSSOT
Dessins et illustrations commentés
Ouvrage édité par Le Vent du Ch'min et Limage
En vente à Publico au prix de 45 F

Afghanistan, Tunisie, Angola, Cambodge, Zaïre, Nicaragua... ?

L'ENGRENAGE...!

Une page se tourne et chacun fait ses comptes ! L'impérialisme russe digère Kaboul, cependant que la Chine, étrangement silencieuse, compte les points et prépare un prochain bond en avant en direction de la péninsule indochinoise. Gorgé de pétrole, le monde arabe tourne la tête de droite à gauche, essayant de discerner d'où partiront les premières attaques contre son intégrité. C'est la pause pendant que, sur le devant de la scène, pour tenir les spectateurs en haleine, Giscard et Schmidt nous donnent la comédie, une comédie à la mesure de leur importance sur le théâtre du monde, c'est-à-dire bien peu de chose. C'est la pause, une pause lourde des dangers qui s'amoncellent, une pause que troublent à peine les manifestations du folklore olympique où des jeunes gens et des vieillards essaient de nous faire croire à la pureté de leurs intentions, encouragés par des hommes d'affaires au bord de la faillite et par des patriotes qui ne se consoleront pas d'être sevrés de trompettes, de cymbales, de médailles, d'hymnes nationaux et surtout du pognon dans lequel toute cette grande foire baigne !

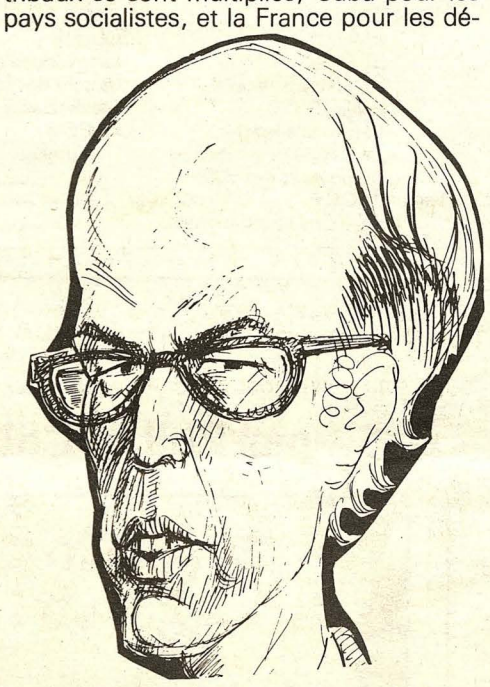
La justification que la Russie nous a donnée de son expédition militaire en Afghanistan est curieuse et montre bien le mépris dans lequel elle tient les peuples

et leurs dirigeants. Mais elle est révélatrice du cadrillage dont les grands enserrent les nations. Moscou prétend être intervenue pour défendre un pays avec lequel elle était liée par un traité d'assistance et de l'avoir fait au nom de « la lutte des classes », ce qui, naturellement, ouvre la voie à toutes les opérations militaires de type impérialiste auxquelles il suffira, en puisant « dans le vieux langage révolutionnaire », de donner une définition appropriée pour la justifier au « nom de l'Histoire ». Enfin, Moscou, drapée dans le pacifisme bidon d'Helsinki, prétend qu'une opération de police régionale ne doit pas freiner la détente, ce qui revient naturellement à justifier la politique des mains libres dans le prolongement des zones d'influence établies à Yalta.

Il n'y a rien de nouveau, et seule la dimension de l'opération en Afghanistan diffère de celles entreprises autre part par les autres impérialismes , peut-être à cause de la saturation ou encore du rétrécissement des zones susceptibles d'être annexées par les grands.

L'Australie, un continent encore à l'abri des convoitises, reste dans l'orbite des Anglo-saxons. En Europe, le partage d'influence, née de Yalta, est à peu près respecté, et seule la Yougoslavie pourrait être l'enjeu improbable d'un conflit entre les deux Grands. La doctrine Monroë met le continent américain, tout au moins pour le moment, à l'abri des convoitises extérieures. Il suffirait, en cas d'une menace sérieuse, d'un instant aux Etats-Unis pour effacer cette poussière de mini Etats d'Amérique centrale, qui clignent de l'œil vers Moscou, pour échapper à la pesante « protection » de Washington. Reste l'Asie et l'Afrique ! Sur ces continents, il existe encore des Etats peu structurés, sur lesquels les Etats-Unis comme la Russie voudraient bien étendre leur protection, directement ou par Etats-satellites interposés. Visées économiques, géographiques, politiques, étroitement enchevêtrées,auxquelles le réveil de l'Islam et les hérésies communistes confèrent une dimension supplémentaire. Et justement, les conflits qui opposent les deux grands impérialismes, ont pour objet l'Afrique et l'Asie. Depuis quelques années, ils avancent lentement leurs pions, digérant leurs proies, la paupière tombante pour rassurer l'adversaire, avant de faire un pas de plus suivant une méthode qu' Hitler utilisa avec le succès que l'on sait, entre les deux grandes guerres mondiales.

L'Afrique, prolongement de l'Europe occidentale, est riche en matières premières. Ses Etats, riverains des mers chaudes, commandent les routes maritimes indispensables aux économies de pointe. La décolonisation a laissé ces peuples dans un état de désordre voulu par les pays coloniaux, ce qui permettrait à ceux-ci de se réintroduire économiquement d'où on les avait chassés politiquement. Après une période de flottement où les affrontements tribaux se sont multipliés, Cuba pour les pays socialistes, et la France pour les dé-



mocraties occidentales, se sont posés en protecteur des peuples qui n'en demandaient pas tant ; ils furent appelés par les gouvernements installés à la direction de ces pays. Ces chefs d'Etats, propulsés à la tête de nations sans structures géographiques ou culturelles évidentes, issues de découpages fantaisistes imposés par la puissance coloniale à la suite de partages mercantiles,ne pouvaient se maintenir qu'à l'abri d'une protection militaire et grâce à une aide technique. Cette couverture indispensable fut assurée par la France et par Cuba, harcelés par Kadhafi jouant la mouche du coche ! Nous sommes devant cette politique de partage d'influence, chère à Giscard qui vient, une fois de plus, de proposer au cours du sommet franco-allemand, avec un succès mitigé, sa diplomatie lui permettant de construire cette « grande politique » qui l'aide à sortir de l'hexagone et à prendre une dimension internationale lui assurant une place dans l'Histoire.

Sur le fond, et bien que de dimension différente, - mais une opération militaire ne se juge pas seulement sur sa puissance -, l'intervention des troupes françaises au Zaïre ou en Tunisie est de même type que celle en Angola ou en Ethiopie, et finalement celle en Afghanistan ! Dans ces pays où les peuples sont en effervescence dressés contre leurs « tyraneaux » locaux, les Etats, économiquement développés, choisissent leurs clients parmi le personnel politique, passent des accords avec eux et au nom du droit, de la justice, de la démocratie et du socialisme, les imposent par la force, militairement comme au Zaïre, en fournissant du matériel logistique comme en Tunisie. La Russie et l'Amérique sont loin ! Des considérations politiques ou psychologiques leur interdisent d'intervenir directement ! Giscard, au nom de la démocratie, Castro, au nom du socialisme « non-aligné », Kadhafi lui-même en certaines circonstances, feront l'affaire ! Ils seront aidés par une bourgeoisie issue des grandes écoles occidentales, qui rêve d'un régime de classe à son profit. Les gouvernements de ces Etats-croupions, sous l'impulsion des impérialistes, changeront de régime au hasard des intérêts, ces chefaillons disparaîtront, d'autres émergeront des fourgons des armées de « libération ». Les pauvres, eux, resteront des pauvres quelle que soit la couleur politique du « protecteur » ! Et ceux-là, pour qu'ils ne soient pas oubliés par la fête, auront droit à une seule réjouissance, celle de s'étriper entre tribus au nom de la supériorité raciale.

Pour l'Asie, prolongement de l'Europe orientale, c'est un autre problème. L'Europe occidentale n'y touche que par les pays du golfe ! L'Asie, c'est la chasse gardée de l'impérialisme russe, que l'Amérique surveille de près depuis que les Anglais, les Français et les Hollandais qui colonisèrent ce continent, furent foutus dehors. C'est le chemin naturel qui conduit vers l'Indonésie et le pétrole à l'Est, vers l'Iran et le pétrole de l'Ouest, avec comme perspective l'Inde, ce pays fabuleux qui fit rêver tous les conquérants. Seulement en Asie, il y a la Chine !

La Chine qui, il y a quelques mois, n'en finissait pas de mettre en garde l'occident contre la Russie, reste étonnemment silencieuse aujourd'hui, alors que la confrontation est engagée ! La coexistence pacifique a du plomb dans l'aile et la Chine fait juste ce qu'il faut, pas plus, attendant son heure. La Chine n'est ni avec l'Amérique, ni avec la Russie, elle est contre ces deux grandes puissances mondiales, appuyant l'une jugée dangereuse, avant de soutenir l'autre. Jeu de bascule où Staline s'avéra un maître incontesté. La Chine, après avoir soutenu un protagoniste contre l'autre, ne reculera pas devant un quelconque pacte « germano-soviétique » destiné à user les adversaires. La Chine a des milliers de kilomètres de frontière avec la Russie, et où elle n'a pas de frontières communes, elle n'en est séparée que par quelques Etats anachroniques, sans plus de consistance que les Etats africains ! La politique qui oppose la Chine à la Russie est la politique des « marches ». Politique dérisoire. Envahir un Etat-tampon, c'est reculer ses frontières, ou plutôt les avancer, à travers les pays conquis. La ligne de défense devient alors la frontière du Pakistan et de la Thaïlande ! Conquérir oblige à conquérir encore, pour mettre à l'abri la précédente conquête avec au bout du chemin la culbute ! Pour Hitler, ce fut l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la grande aventure puis la catastrophe. Pour la Russie, c'est aujourd'hui l'Afghanistan, demain peut-être le Pakistan et puis... ? Le succès initial d'une conquête conduit inévitablement vers d'autres !

Aujourd'hui, c'est la pause ! On peut espérer que la situation se stabilisera, c'est-à-dire que la Russie, après avoir installé en Afghanistan un appareil à sa dévotion et reconstitué une armée prétorienne, se retirera « dans un geste de bonne volonté », sous l'œil attendri de Giscard, tout fier de sa politique qui protège les contrats économiques que nous avons signés avec l'URSS. On peut espérer, un clou chassant l'autre, qu'on finira par oublier Sakharov et les quelques autres. On peut croire que les Olympiades se dérouleront comme prévues, gage donné à la détente, à la coexistence pacifique, à la « blanche hermine » de laquelle on aura eu le temps d'effacer les traces du sang des insupportables Afghans, empêcheurs de courir, de sauter, de lancer en rond ! C'est la pause, une pause qui permettra de mettre un peu d'huile dans les engrenages, de réchauffer les cœurs vaillants prêts à mourir pour la patrie, à reconstituer les stocks dans l'éventualité... Une pause salutaire qui nous ramènera devant nos petits écrans, avec l'inévitable Marchais dans son numéro de pitre, l'inusable Mitterrand courant après sa présidence, tous ces polichinelles qui défilent journellement devant nos yeux.

C'est la pause et nous allons pouvoir nous passionner pour ces riens que sont les plaisirs de la vie... en attendant que l'engrenage se remette en marche vers de nouveaux affrontements, suivis de nouvelles pauses, jusqu'à ce que celles-ci deviennent définitives, c'est-à-dire que la guerre cesse faute de combattants ! Naturellement, il existe un frein à cette course imbécile vers le néant : c'est l'insurrection de la raison contre le crime et la bêtise. Mais les insurrections naissent des ventres plats et creux, nos bedaines de bourgeois repus ne se prêtent plus à ce genre d'exercice ! Il est vrai que M. Barre s'emploie à nous remettre en forme. Il paraît que les ventres creux n'ont pas d'oreilles. Il serait souhaitable qu'ils n'aient pas de patries, mais qu'ils se sentent membres à part entière d'une classe dont on nous avait affirmé qu'elle avait vocation de libérer l'humanité de ses servitudes.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

C.I.R.A.